

ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX AU SEIN DE LA CCAPV

ANALYSE DES NIVEAUX DE CONTRAINTES

A- ENJEUX CONCERNES PAR UN ZONAGE REGLEMENTAIRE

A1 : Arrêté Protection Biotope (APB)

Deux sites concernés

- Le Coulomp et ses affluents - FR3800169 – 92ha. Il représente le biotope de la truite Fario. Les communes de Castellet-Sausses, Braux et Le Fugeret sont concernées
- Le Grand canyon du Verdon » - FR3800841 – 1338ha. Les communes de La Palud sur Verdon et Rougon sont concernées.

« ... Un biotope est un milieu indispensable à l'existence des espèces de la faune et de la flore. C'est une aire géographique bien délimitée, dont les conditions particulières (géologiques, hydrologiques, climatiques, sonores...) sont nécessaires à l'alimentation, la reproduction, le repos de certaines espèces. Les arrêtés de biotope permettent de délimiter des zones en vue de la protection du patrimoine biologique »

L'arrêté de protection de biotope ne comporte pas de mesures de gestion, il est limité à des mesures d'interdiction ou d'encadrement d'activités, susceptibles d'être contrôlées par l'ensemble des services de police de l'Etat.

Cet enjeu majeur représente un niveau de contrainte très fort. Pour le 1^{er} nommé, cet enjeu peut avant tout impacter la création potentielle de desserte, le site représentant le lit majeur du Coulomp et de ses affluents. Pour le second, il s'agit des gorges du Verdon pour lesquelles la topographie prohibe de toutes façons toute exploitation.

A2 : Parc Naturel National: Parc naturel national du Mercantour

Parc naturel national : « ...territoire généralement vaste dont la richesse biologique, la beauté paysagère, l'intérêt culturel et le caractère historiquement préservé justifient une protection particulière. Celle-ci doit garantir la pérennité de ce patrimoine exceptionnel. L'appellation « parc national » est reconnue dans le monde entier comme le plus haut niveau de qualité et de protection des espaces naturels remarquables... »

Le caractère unique du territoire du Mercantour, à la frontière entre la France et l'Italie, a justifié son classement comme « parc national » le 18 août 1979. Il fait aujourd'hui partie des 10 parcs nationaux français.

Un parc national joue un rôle essentiel pour le maintien de la biodiversité, tant au niveau des écosystèmes que des espèces ou encore des variations génétiques, qui constituent la diversité de la vie. Il sauvegarde les variétés d'espèces sauvages et cultivées et leur procure l'espace dont elles ont besoin pour vivre.

Comme tout parc national français, le Parc du Mercantour est doté d'un cœur de parc (anciennement zone centrale) et d'une aire d'adhésion (anciennement zone périphérique).

Zone Cœur terrestre

679km² au total. 5200ha sur le territoire de la CCAPV dont 4100ha sur ALLOS et 1100ha sur COLMARS. Cette zone se superpose à la ZPS « Mercantour » (FR9310035)

« ...Il s'agit de la zone bénéficiant d'un statut de protection. Dans celle-ci, le décret instaure une réglementation spécifique ; **la plupart des activités humaines qui pourraient nuire à la conservation des patrimoines y sont ainsi réglementées** (circulation, construction...) ou interdites (chasse...). Dans le cœur, personne n'est donc totalement libre d'y faire ce qu'il veut, qu'il soit visiteur de passage, propriétaire, usager... »

« ...gestion forestière théoriquement possible sous certaines conditions : le parc donne son avis sur tous les projets de travaux et d'aménagements forestiers. Avant d'autoriser une coupe, divers éléments entrent en ligne de compte : faune et flore protégées, dérangement des animaux, tassement des sols, modification de la fréquentation de la forêt lors de la création de pistes, impact paysager...

Principaux enjeux : respect des espèces floristiques et faunistiques protégées (rapaces diurnes et nocturnes (Circaète jean-Le-Blanc, chevêchette d'Europe...), galliformes forestiers (tétrins-lyre et gélinotte des bois), pic noir, loup), forêts anciennes (boisements de pins cembro à l'étage subalpin, forêts de sapins ou d'épicéas de l'étage montagnard, ravins peuplés de feuillus variés, et notamment dans les secteurs au relief très accidenté), sapinières ligures

Adaptation de la gestion forestière, en particulier en limitant les interventions à la période du 15 août au 31 décembre, la moins génératrice de dérangements pour les espèces faunistiques mentionnées. La gestion s'attache à préserver les feuillus. Elle comprend aussi la création d'îlots de sénescence de taille supérieure à 1 hectare dans lesquels les arbres sont maintenus jusqu'à leur mort.

La gestion forestière s'applique également à favoriser le maintien des chauves-souris forestières à travers la conservation intégrale de leurs gîtes et de leur habitat de chasse.

Les interventions sylvicoles à l'étage subalpin demeurent exceptionnelles, du fait de la lenteur des cycles biologiques. Le prélèvement d'arbres y reste très mesuré.

Dans le cas présent, les parcelles concernées sont très majoritairement des parcelles ONF – Voir si les parcelles hors ONF sont également soumises au régime forestier.

Création de nouvelles dessertes très difficile

Niveau de contrainte de cet enjeu : très fort pour la création de desserte et la mobilisation de la ressource.

Zone Aire d'Adhésion

1083km². 14678ha sur le territoire de la CCAPV dont 7610ha sur ALLOS et 7068ha sur COLMARS.

« ...Dans cette zone, le décret n'instaure pas de réglementation environnementale particulière en plus de celles déjà en vigueur sur tout le territoire national. L'aire d'adhésion d'un parc national obéit aux mêmes principes qu'un territoire classé « parc naturel régional » : les communes ont quelques obligations spécifiques (exemple : limiter la publicité et la circulation motorisée sur les pistes) mais elles s'engagent surtout dans un partenariat avec le Parc national, pour mener des politiques et des actions en lien avec le développement durable et en concordance avec la charte du parc. »

Principaux enjeux : paysages, habitats (dont « landes et pelouses alpines »), espèces faunistiques et floristiques protégées. Se référer à la charte et au DOCOB de la Z.S.C « LE MERCANTOUR » dont l'aire reprend celle du cœur du par.

Concertation avec le parc conseillée lors de la mise en œuvre d'exploitations ou création de desserte.

Principales contraintes pour la mobilisation de la ressource ; hors zonage des ZSC ou ZPS, l'aspect paysager est à prendre en compte.

Préconisations : favoriser les feuillus et la diversité des essences lorsqu'elle est présente, encourager le sylvo-pastoralisme, encourager le débardage par câble, développer l'utilisation/valorisation des bois en circuit court.

Niveau de contrainte pour cet enjeu : moyen pour la création de desserte et faible pour l'exploitation de la ressource hors zonages NATURA 2000

A3 : Réserve nationale - Réserve national géologique de Haute Provence

La réserve représente 158ha dont 70ha sur le territoire de la CCAPV répartis sur huit sites. L'extraction ou le ramassage des minéraux y sont rigoureusement interdits. Les activités forestières sont autorisées en prenant les mesures de précaution pour ne pas altérer les sites.

Le périmètre de protection de la réserve naturelle géologique de Haute Provence atteint 231800ha dont 72470ha sur le territoire de la CCAPV. La différence avec la réserve au sens strict réside dans la possibilité de prélever manuellement des pièces naturellement dégagées par l'érosion, pour autant que cela soit fait dans des quantités raisonnables.

Conclusions : Niveau de contrainte très fort sur le plan théorique pour la réserve : mais dans les faits, la mobilisation de la ressource ne porte pas sur ces zones.

Sur le périmètre de protection, le niveau de contrainte est jugé faible. L'activité forestière est possible, mais la création de desserte peut être problématique. Il est indispensable de prendre préalablement contact avec l'agent de la réserve.

A4 : Réserve biologique intégrale (RBI) et réserve biologique spéciale (RBS)

Sans objet sur le territoire de la CCAPV

A noter qu'il existe la Réserve Naturelle Régionale « St MAURIN » (FR3700060), située sur la commune de La PALUD sur VERDON (25ha) et incluse dans le PNR du Verdon. Niveau de contrainte « très fort » sur ce zonage.

A5 : Sites classés (SC)

Trois sites concernés sur la CCAPV totalisant environ 5000ha:

- Gorges du Verdon (93C00001) : 4888ha. L'aire du site est déjà concernée par les ZSC et ZPS « Grand Canyon du Verdon » et « Verdon ».
- Roc de Notre Dame (Castellane) – 5ha
- Rochers d'ANNOT (93C04001) : 137ha

La législation sur la protection des monuments naturels et des sites s'intéresse aux monuments naturels et aux sites « *dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire et pittoresque, un intérêt général* ». C'est une législation au service de la protection de paysages ou d'éléments de paysages reconnus comme étant exceptionnels au plan national. Elle vise à conserver les caractéristiques d'un site et l'esprit des lieux, en le préservant de toute atteinte grave.

En site classé, tous les travaux modifiant l'état ou l'aspect des lieux sont soumis à une autorisation spéciale, excepté les travaux d'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux et d'entretien normal en ce qui concerne les constructions. [Cf. articles L.341-1 et L.341-10 du code de l'environnement]

Seuls les travaux correspondant à de la gestion courante ne nécessitent pas d'autorisation (entretien forestier type débroussaillage, amélioration d'une piste forestière sans modification d'emprise ou goudronnage...).

Lorsque les opérations sont prévues dans le cadre d'un aménagement forestier (gestion publique) ou d'un plan simple de gestion (forêts privées), elles peuvent être autorisées globalement (sur la durée prévue par le plan) en application de l'article L11 du code forestier.

Si ce n'est pas le cas, chaque opération doit faire l'objet d'une demande d'autorisation de travaux. Par exemple : défrichements, boisements de terrain nu ou terrain en friche, création (ou modification) de chemins, pistes ou routes, création de places de dépôt et d'aires de retournement...

Conclusions : il s'agit d'un niveau de contrainte « fort », notamment pour le site classé « Gorges du Verdon » déjà concerné par d'autres zonages.

A6 : Sites inscrits

13 sites inscrits sur la CCAPV pour environ 7170ha. Dans leur majorité, ils concernent des villages ou leurs abords ou des ouvrages d'art spécifiques. A souligner toutefois les sites suivants situés en milieu naturel :

- « Ensemble formé par les Gorges du Verdon » - 5451ha sur la CCAPV. La très grande majorité de son aire est déjà reprise en site classé.
- « Abords du lac d'Allos » - 1071ha
- « Les abords du Col d'Allos » 750ha dont 233ha situés sur la CCAPV

L'inscription constitue un cadre moins contraignant que le site classé : l'exploitation d'arbres est soumise à déclaration.

Pour les sites inscrits relatifs au patrimoine (village et ses abords, ouvrage d'art), une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) peut être créée (Art. D642-1 et suivants du Code du Patrimoine). Les AVAP remplacent les périmètres de 500 m existant autour des sites inscrits ou classés, avec les mêmes contraintes. Les AVAP ont remplacé les ZPPAUP (Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager) depuis le 12 juillet 2010. La décision de mettre à

l'étude un projet de création d'une AVAP est prise par délibération du conseil municipal ou par le préfet. Cette création fait l'objet d'un arrêté préfectoral. Il conviendra donc de se renseigner directement auprès des communes concernées, les coupes et abattages d'arbres, la suppression d'allées d'arbres, la création de pistes et de routes forestières... étant soumis à autorisation.

Conclusions : il s'agit d'un niveau de contrainte « faible », indépendamment de l'existence d'autres zonages et hors patrimoine architectural.

A7 : Zones Humides et cours d'eau

Environ 120 zones humides inventoriées sur le territoire de la CCAPV, totalisant 1870ha.

Ce recensement, non exhaustif, concernent trois types de zones :

- Des ravins ou cours d'eau
- Des lacs, des étangs, marais ou mares
- Des sources

Nombreuses d'entre elles sont situées sur d'autres zonages environnementaux.

Cours d'eau

La définition d'un cours d'eau est essentielle puisqu'elle conditionne les procédures réglementaires qui s'y appliquent et notamment les dossiers d'autorisation/déclaration. Une démarche d'identification cartographique des cours d'eau par département a été lancée par l'instruction du 3 juin 2015 pour faciliter l'application de la réglementation. Cette instruction reprend la définition d'un cours d'eau qui s'est construite sur la jurisprudence et qui repose sur trois critères cumulatifs :

- La présence et la permanence d'un lit, naturel à l'origine,
- Un débit suffisant une majeure partie de l'année,
- L'alimentation par une source.

Cette définition exclut donc un fossé ou un canal d'écoulement créé par l'homme, sauf s'il s'agissait d'un cours d'eau à l'origine. L'indication d'un cours d'eau sur une carte IGN (trait continu ou trait discontinu) ou sur le cadastre est une base forte de présomption de l'existence d'un cours d'eau. Néanmoins cela ne couvre pas l'ensemble de ceux-ci, notamment les plus petits.

Le franchissement d'un cours d'eau est soumis à déclaration ou autorisation selon son degré d'impact sur le milieu ; c'est le service de la DDT qui oriente la procédure au vu de la déclaration d'intention.

Zones humides

"on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année (...)."

Les zones humides représentent un intérêt majeur pour leur biodiversité exceptionnelle : elles abritent de nombreuses espèces végétales ou animales. Elles sont reconnues et protégées par de nombreux textes issus principalement du code de l'environnement ou forestier.

Les textes sont relativement complexes et en constante évolution ; on pourra, à minima et de façon schématique, considérer que :

- Tout franchissement de cours d'eau est soumis à déclaration, voir autorisation selon les cas.
- Les berges et ripisylves sont à préserver.
- Les rémanents sont à éloigner de la zone considérée.
- Une mise en défend est nécessaire pour les sources, mares...
- De réelles dispositions doivent être prises pour réduire les risques de pollution, dont l'utilisation d'huiles biodégradables

Sources et captages

Pour les sources et leur aire de captage (alimentation humaine), il existe trois types de périmètre de protection :

- Périmètre de protection immédiate : en général, le terrain concerné appartient à la collectivité et il est grillagé. Aucune activité autorisée
- Périmètre de protection rapproché : il constitue une zone tampon entre les activités à risque pour la qualité de l'eau captée et le captage. Sa surface peut être de quelques hectares à quelques dizaines d'hectares voire plus dans les contextes très sensibles. Des servitudes plus ou moins contraignantes existent en fonction de la vulnérabilité du captage et certaines opérations favorisant le ruissellement, comme les coupes rases, le débardage, la création de pistes ou de routes forestières... peuvent être interdites ou réglementées. Des interdictions ou restrictions peuvent porter sur le stockage des carburants et le ravitaillement des engins ou sur le traitement chimique. Par précaution, on retiendra que la mobilisation de la ressource n'est pas possible sur ce périmètre.
- Le périmètre de protection éloignée : il n'est pas obligatoire. Il dépend de la vulnérabilité du territoire et peut concerner l'ensemble de l'aire d'alimentation du captage, ce qui représente dans ce cas une surface considérable ! L'usage, les stockages d'hydrocarbures, de produits chimiques, les rejets d'eaux usées peuvent y être réglementés. On considèrera que l'exploitation forestière est possible, mais que la création de nouvelle desserte peut devenir délicate.

Conclusions : Le niveau de contrainte varie selon la nature de la zone humide :

Pour les cours d'eau permanents, niveau Fort pour la desserte et moyen pour l'exploitation - dossiers « Loi sur l'Eau » parfois complexes à monter et à l'issue incertaine, avec potentialité de demande d'autorisation

Pour les cours d'eau intermittents, niveau Moyen pour la desserte et faible pour l'exploitation

Pour les mares, marais, tourbières, niveau « Très fort » pour la desserte et Moyen pour l'exploitation

Pour les sources et leurs périmètres de captage, niveau Très fort pour les périmètres immédiats et rapproché. Niveau Fort pour la desserte et Moyen pour l'exploitation

A8 : Zones de protection (ZP) et Forêts de protection (FP)

Zone de protection

Une seule zone concerne la CCAPV : « zone de protection autour des fortifications » à Entrevaux

Forêts de protection

« ...Peuvent être classées comme forêts de protection, pour cause d'utilité publique :

- *Les forêts dont la conservation est reconnue nécessaire au maintien des terres sur les montagnes et sur les pentes, à la défense contre les avalanches, les érosions et les envahissements des eaux et des sables*
- *Des bois et les forêts, quels que soient leurs propriétaires, situés à la périphérie des grandes agglomérations, ainsi que dans les zones où leur maintien s'impose, soit pour des raisons écologiques, soit pour le bien-être de la population »*

Les forêts classées comme forêts de protection bénéficient d'un statut juridique et administratif spécial qui garantit la conservation des territoires forestiers. Le classement crée une servitude d'urbanisme qui soumet la forêt à un régime forestier spécial. Les caractéristiques de ce régime forestier spécial sont reprises dans le document d'aménagement pour les forêts soumises classées en forêt de protection. Dans le cas d'une forêt de protection non soumise au régime forestier, le propriétaire peut faire approuver un règlement d'exploitation : "ce projet de règlement précise la situation, la nature et la quotité en surface ou en volume de chaque coupe, l'année de la décision de coupe et la durée de son exécution. (...) Le règlement est approuvé par le préfet."

Il n'existe pas de zonage de ce type sur le territoire de la CCAPV.

En l'absence de zonage, on considèrera que les aménagements des forêts publiques intègrent ce rôle de protection des forêts.

A9 : Protection contre les incendies

Pendant la saison à risque d'incendie de forêt, les activités forestières peuvent être interdites ou limitées selon le niveau de risque, ce dernier étant établi chaque jour par la préfecture.

Les communes de CASTELLANE est soumise à un niveau d'aléa « fort ». Aucune commune de la CCAPV en niveau très fort.

Conclusions : Pour la commune de CASTELLANE, enjeu de niveau « Moyen »

A10 : PLU – Espaces boisés classés

« ...Le Plan Local d'Urbanisme (PLU, ex-POS Plan d'Occupation des Sols) est un document d'urbanisme qui, à l'échelle d'une commune ou d'un groupement de communes, établit un projet global d'urbanisme et d'aménagement et fixe en conséquence les règles générales d'utilisation du sol sur le territoire considéré : Le plan local d'urbanisme comprend un rapport de présentation, un projet d'aménagement et de développement durables, des orientations d'aménagement et de programmation, un règlement et des annexes (Code de l'urbanisme, Art L151-2). L'élaboration du PLU est conduite par le maire de la commune ou par le président de l'établissement public de coopération (EPCI) auquel le maire a confié l'élaboration du plan. Le maire (ou le président de l'établissement public) peut recueillir l'avis de tout organisme ou association et entendre toute personne qualifiée. Le PLU est rendu public et soumis à enquête publique. Il comprend notamment des documents graphiques qui font apparaître les futures zones à urbaniser, les espaces boisés à conserver, les zones sensibles d'un point de vue paysager, les périmètres des Zones d'Aménagement Différé, les Zones d'Aménagement Concerté, les Zones d'Urbanisation Prioritaires... »

Les espaces boisés, les bois et forêts "qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenants ou non à des habitations" peuvent être classés dans le PLU en "zone N" (zone naturelle et forestière, délimitée et dont les règles sont fixées par le règlement du PLU) ou en "espace boisé classé". Ce dernier classement "interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements" (Art L113-1 et L113-2 du code de l'urbanisme). "Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignements."

Conséquences pour l'exploitation forestière, les coupes et abattages d'arbres sont soumis à la déclaration préalable prévue par l'article R. 421-23 du code de l'urbanisme (partie g) dans les cas suivants :

1° Le PLU est prescrit (il est en cours d'élaboration) : toutes les coupes dans les bois et forêts sont concernées sauf cas particuliers.

2° Le PLU est rendu public ou est approuvé : seules les coupes dans les forêts classées par le PLU en "espaces boisés classés" sont concernées sauf cas particuliers. Une déclaration préalable n'est pas requise pour les coupes et abattages sauf arbres dangereux.

Dans le cas des espaces boisés classés, les demandes de coupes sont à adresser à la mairie. La réponse doit être reçue sous un mois. Au-delà, la coupe est tacitement autorisée mais il est obligatoire d'attendre 1 mois supplémentaire avant de commencer les travaux, pour permettre le contrôle de légalité du Préfet sur cette décision. Les coupes prévues dans un PSG (Plan Simple de Gestion) agréé et en vigueur, dans un RTG approuvé (Règlement Type de Gestion) ou dans un CBPS (Code des Bonnes Pratiques Sylvicoles) sont dispensées de la demande d'autorisation, ainsi que certaines coupes entrant dans les catégories définies par arrêté préfectoral (en pratique : coupe d'amélioration feuillues ou résineuses, coupe normale des taillis...).

Niveau de contrainte jugé « faible ».
--

A11 : Les Espaces Naturels Sensibles (ENS)

« Le département est compétent pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles, boisés ou non, destinée à préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels »

A priori, il n'existe pas d'ENS sur le territoire de la CCAPV : zonage sans objet dans le cas présent

A12 : Périmètres de protection des oiseaux

Les oiseaux concernés sont principalement des oiseaux de proies (Circaète Jean le Blanc, Aigle Royal, Aigle de Bonelli, Vautour Moine, Epervier d'Europe, Grand-duc d'Europe, Faucon Pèlerin, Buse variable, Milan noir, Autour des palombes, Faucon crécerelle, Chouette de Tengmalm).

« Les espèces de rapaces sont protégées en France, selon la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, codifiée aux articles L-411-1 et suivants du code de l'environnement. (Voir également l'arrêté d'application modifié du 17 avril 1981 fixant les listes des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire). Elles figurent en annexe I de la Directive « Oiseaux » (n° 79/409 du 6 avril

1979). Cette directive européenne s'applique à tous les Etats membres de la Communauté, depuis le 6 avril 1981. Elle vise à assurer la protection de toutes les espèces d'oiseaux désignées en annexe I et elle permet la désignation de Zones de protection spéciale, qui sont destinées à renforcer le réseau Natura 2000 ».

Le Groupe pour la Préservation de la Faune Sud-Alpine (GPFSA) définit deux types de périmètre :

Périmètres de protection potentielle : Sur la base des données du GPFSA, ils totalisent près de 27115ha sur la CCAPV.

« Périmètre au sein duquel toute activité humaine est susceptible d'engendrer une perturbation / échec de reproduction pour le couple d'oiseaux patrimoniaux listés par le GPFSA, dont un site de reproduction probable ou certain a été identifié au sein de ce périmètre. Nécessité de prendre en compte la donnée en contactant le GPFSA le plus en amont possible des activités humaines et en mentionnant la donnée dans les documents de gestion forestière ou autre ». Avant toute intervention au sein de ce type de périmètre, il s'avère donc nécessaire de contacter préalablement le GFCF afin de valider ou non la présence d'une espèce et de son nid. En cas de validation, les préconisations seront celles des zones de quiétude. En cas d'absence, la mobilisation de la ressource (exploitation, débardage, évacuation des bois) ne sera pas contrainte. On considérera qu'il s'agit d'un niveau de contrainte « faible » pour ce type de périmètre.

Zones de quiétude/ nid : Sur la base des données du GPFSA, elles totalisent près de **7100ha** sur la CCAPV. Elles sont incluses dans les périmètres de protection. Environ 50% des zones répertoriées sont comprises au sein de zonage NATURA 2000. L'Aigle Royal et le Circaète Jean le Blanc totalisent près de 90% des zones de quiétude (70% pour l'Aigle Royal)

Zone de quiétude/nid : « Zone rapprochée de tout nid ou loge localisé(e) d'espèce listée par le GPFSA au sein de laquelle toute activité humaine est à proscrire durant la période de reproduction spécifique (contacter absolument le GPFSA nettement en amont des activités-travaux afin d'échanger à propos de ces calendriers de travaux ou activités et pour permettre au GPFSA de réaliser un suivi afin d'identifier l'occupation desdits nids ou loges concernés).

NB : les zones de quiétude/ nids rupestres sont des données extrêmement sensibles qui ne sont pas diffusées précisément ; ce qui explique la surface nettement plus importante de ces zones de quiétude/ nids rupestres comparée à celle des zones de quiétude/ nids forestiers. Les échanges avec le GPFSA permettront de réduire ces zones de quiétude en parallèle du calendrier spécifique/ oiseaux concernés.

Dans tous les cas, le périmètre de quiétude est l'enveloppe permettant de servir d'alerte au pétitionnaire et de contacter le GPFSA pour échanger sur les possibilités d'activité-travaux, de calendrier, etc. Ceci devant être réalisé nettement en amont ou lors de l'élaboration des dossiers de travaux ou prévisions de travaux-activités-coups forestières. Afin de permettre au GPFSA de réaliser un suivi de terrain (de mars à fin-mai) et d'affiner la mise à jour des données et ainsi d'améliorer les avis techniques - conseils de calendrier de travaux. Notamment pour réduire les enveloppes géographiques ou les périodes de non-activité selon les résultats du suivi ».

A minima, le calendrier des travaux devra donc être adapté au cycle de reproduction (au sens large) de l'espèce concernée pour intervenir hors période de reproduction. Attention, il peut arriver que deux zones de quiétude se recoupent, relatives à deux types d'espèces différentes qui possèdent des calendriers de reproduction différents. Une aire de non-intervention totale à proximité du nid peut

également être demandée. L'emprise de la zone de quiétude sera affinée par le GPFSA lors de son suivi de terrain.

Selon les cycles de reproduction des espèces et le calendrier possible d'intervention, le niveau de contrainte sera de niveau « Moyen » à fort ». L'analyse du calendrier de protection pour chaque espèce (donnée GPFSA) repose sur deux critères :

- ✓ Une période d'interdiction d'intervention > 6mois
- ✓ Une intervention possible au minimum 2mois pendant la période estival (Juillet à Septembre).

Lorsque la réponse est « oui » pour le 1^{er} cité et « non » pour le second, le niveau de contrainte est alors jugé « fort ».

Analyse des niveaux de contrainte pour les principales espèces

<u>Espèce</u>	<u>Surface zone quiétude</u>	<u>% total zone quiétude</u>	<u>Calendrier reproduction</u>	<u>>6mois</u>	<u>Intervention possible 2mois été</u>	<u>Niveau contrainte</u>
<u>Aigle Royal</u>	<u>5029ha</u>	<u>71%</u>	<u>01/01 au 31/12</u>	<u>oui</u>	<u>non</u>	<u>Fort</u>
<u>Circaète Jean le Blanc</u>	<u>1117ha</u>	<u>16%</u>	<u>01/03 au 15/09</u>	<u>oui</u>	<u>non</u>	<u>Fort</u>
<u>Faucon Pèlerin</u>	<u>488ha</u>	<u>7%</u>	<u>15/01 au 30/06</u>	<u>oui</u>	<u>oui</u>	<u>Moyen</u>
<u>Epervier d'Europe</u>	<u>22ha</u>	<u><0.5%</u>	<u>15/03 au 15/08</u>	<u>non</u>	<u>non</u>	<u>Moyen</u>
<u>Grand Duc d'Europe</u>	<u>76ha</u>	<u>1%</u>	<u>01/01 au 15/08</u>	<u>oui</u>	<u>non</u>	<u>Fort</u>
<u>Buse variable</u>	<u>90ha</u>	<u>1%</u>	<u>01/02 au 31/07</u>	<u>oui</u>	<u>oui</u>	<u>Moyen</u>
<u>Faucon Crécerelle</u>	<u>138ha</u>	<u>2%</u>	<u>01/03 au 31/07</u>	<u>non</u>	<u>oui</u>	<u>Moyen</u>
<u>Autour des Palombes</u>	<u>39ha</u>	<u>0.5%</u>	<u>01/02 au 10/08</u>	<u>oui</u>	<u>non</u>	<u>Fort</u>

Les données relatives au Vautour Moine sont en attente de la part de la LPO qui gère cette espèce

Vautour Moine : habitat forestier ; espèce sédentaire. Les sites de nidification doivent être protégés de toute perturbation dans un rayon minimal de 200 m autour du nid. Le cycle de reproduction s'étale ainsi sur dix mois. Activité forestière possible de Septembre à fin Novembre. **Niveau de contrainte : fort**

Vu la prédominance de l'Aigle Royal et du Circaète (près de 6200ha avec l'Aigle de Bonelli soit quasiment 90% des zones de quiétude), on pourra considérer que le niveau de contrainte global, à l'échelle des massifs forestiers, est de niveau « fort » pour l'ensemble des rapaces.

B- ENJEUX CONCERNES PAR UN ZONAGE CONTRACTUEL

B1 : NATURA 2000 – DH et DO

ZSC et ZPS « LE MERCANTOUR (FR9301559 et FR9310035)

Leur aire se superpose à celle du cœur du parc national du Mercantour (cf. ci-dessus).

Pour la partie comprise sur le territoire de la CCAPV :

- ✚ Habitats d'intérêt communautaire : éboulis, (UE8110, 8120, 8130), habitats humides (UE7240, 3220, 3230, 3240), pelouses (UE6213, 6212, 6173, 6171, 6230, 6520), forêts (UE9410, 9420, 9430)
- ✚ Espèces floristiques d'intérêt communautaire : plusieurs stations d'Ancolie de Bertoloni
- ✚ Espèces faunistiques d'intérêt communautaire : Chiroptères (territoire de chasse assez favorable), Aigle Royal (aire de reproduction et territoire de chasse), Chouette Chevêchette et de Tengmalm, Gypaète barbu, Tetras Lyre (habitat potentiel), Lagopède alpin (habitat potentiel), Perdrix Bartavelle (habitat potentiel), Pic noir (habitat potentiel), Pie-Grièche...

Animation : Parc du MERCANTOUR

Conclusions : très fort niveau de contrainte pour la création de desserte et l'exploitation de la ressource.

ZSC « GRAND COYER » (FR 9301547)

6233ha sur les communes de Colmar, Castellet-Sausses, Méailles, Thorame-Haute, Beauvezer.

- ✚ Habitats : 40 habitats communautaires dont 10 habitats prioritaires. Les forêts de pins à crochet représentent un habitat communautaire.
- ✚ Espèces floristiques d'intérêt communautaire : Vesce du Mont Cusna, Ancolie de Bertoloni, Sainfoin de boutigny...
- ✚ Espèces faunistiques d'intérêt communautaire : Nombreux chiroptères, vipère d'Orsini, papillons (Damier de la succise, Apollon)

Objectif prioritaire du DOCOB :

- Réhabiliter, entretenir et préserver les espaces ouverts ; encourager un pastoralisme raisonné.
- Préservation des milieux humides (lacs, tourbières, marais)
- Préservation des forêts résineuses (notamment pin à crochet)
- Maintien des espèces d'intérêt communautaire en bon état de conservation

Animation : à priori, absence d'animation (ou ONF04 ?)

Conclusions : fort niveau de contrainte pour la création de desserte (pouvant induire la modification de tracés), moyen pour l'exploitation de la ressource (mise en défend d'espèces floristiques ou de zones humides, adaptation du calendrier d'intervention).

ZSC « CHEVAL BLANC - MONTAGNE DE BOULES - BARRE DES DOUBES » (FR9301530)

8260ha dont 6324 sur le territoire de la CCAPV (Thorame-Haute, La Mure-Argens, Thorame-Basse, Tartonne)

Animateur : syndicat mixte du massif des Monges

Le site recoupe **5 ZNIEFF** (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique) et un Arrêté Préfectoral de Biotope (APB) pour la Dracocéphale d'Autriche, ce dernier étant situé en limite du territoire de la CCAPV.

Enjeux de conservation (niveaux fort à très fort)

- Forêts endémiques à *Juniperus* (n°9560-05)
- Forêts de pente éboulis ou ravins du *Tillio-Acerion* (n°9180-12)
- Landes alpines et boréales (n°4060)
- Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaire (n°6210)
- Formations herbeuses à *Nardus* (n°6230-13)
- Pelouses calciphiles fermées alpines (n°6170-06)
- Pelouses calciphiles fermées alpines (n°6170-07 et 6170-13)
- Prairies de fauche de basse altitude (n°6510)
- Sources pétrifiantes avec formation de travertins (n°7220-01)
- Panicaud blanc
- Ancolie de Bertoloni
- Sainfouin de Boutigny
- Vipère d'Orsini
- Lynx

« ... les forêts susceptibles d'exploitation économique et donc potentiellement concernées par des évolutions de pratiques sylvicoles conduisent à des évolutions d'habitats... la sylviculture préconisée pour ces forêts devrait leur assurer une évolution compatible avec leur maintien en bon état de conservation. Nous pouvons déduire que les enjeux de conservation liés aux milieux forestiers ne sont globalement pas très importants excepté pour deux habitats très localisés et spécifiques... »

Objectifs prioritaires du DOCOB :

- Réhabiliter, entretenir et préserver les espaces ouverts ; encourager un pastoralisme raisonné.
- Préservation des Hêtraies sèches et des Tilliaies-Erabraies
- Préservation des sources pétrifiantes avec formation de traversins
- Maintien des espèces d'intérêt communautaire en bon état de conservation

Conclusions : fort niveau de contrainte pour la création de desserte (pouvant induire la modification de tracés), moyen/fort pour l'exploitation de la ressource (mise en défend d'espèces floristiques ou de zones humides, adaptation du calendrier d'intervention pour la faune).

ZSC « SITES A CHAUVES-SOURIS - CASTELLET-LES-SAUSSES ET GORGES DE DALUIS » (FR9301554)

Pour le territoire de la CCAPV, 1050ha répartis sur les communes de Sausses, Castellet Les Sausses, St Benoît.

Animateur : C.C Cians Var (CCCV)

Concernant le milieu forestier, plusieurs habitats et espèces d'intérêt communautaire :

- Hêtraies calcicoles médioeuropéennes du Cephalanthero – Fagion (n° 9150)
- Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion (n°9180)
- Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (n° 91E0)
- Forêts galeries à *Salix alba* et *Populus alba* (n°92A0)
- Forêts alpines à *Larix decidua* et/ou *Pinus cembra* (n°9420)
- Forêts montagnardes et subalpines à *Pinus uncinata* (n°9430)
- Plusieurs espèces de chiroptères : Petit rhinolophe, Grand rhinolophe, Petit murin Murin de Bechstein Buxbaumie verte
- Loup gris
- Lucane cerf-volant

Principaux enjeux

Conservation des populations de Chiroptères, et notamment du Petit rhinolophe, ainsi que le renforcement local des espèces : Grand rhinolophe, Minioptère de Schreibers, Murin à oreilles échancrées, Grand murin et Petit murin.

« ...Etant donnée l'écologie particulière des Chiroptères, il est nécessaire de maintenir en enjeu prioritaire la mise en place d'un réseau pérenne de gîtes dont les gîtes forestiers pour le Murin de Bechstein, la Barbastelle d'Europe et un grand nombre d'espèces DHIV, rares et protégées. La conservation des secteurs de peuplement forestier mature et d'arbres à gîtes même isolés (forêts et ripisylves) représente donc un enjeu forestier majeur, tout comme la conservation des milieux ouverts (prairies, pâtures et milieux rocheux) ou celle de la mosaïque paysagère, des milieux boisés méditerranéens avec des forêts feuillues et mixtes structurées et stratifiées, des corridors (haies et linéaires boisés), des zones humides (mare et rivière, avec végétation associée) ... »

Préconisations

Une gestion forestière favorisant une diversité maximale des essences, un vieillissement des peuplements pour l'obtention de gros bois, une conservation des arbres morts ou sénescents, ainsi que d'îlots de vieillissement (non-intervention, en chênaie pubescente notamment) est donc préconisée. Les coupes rases ont en revanche un impact négatif, tout comme l'utilisation d'insecticide pour lutter contre la chenille processionnaire. Les voies de débardage devront préserver et éviter les zones humides. Les voies d'accès devront éviter la proximité des cavités (grottes, abris...) et préserver les écosystèmes rocheux.

Conclusions : niveau moyen de contrainte pour la création de desserte ou pour l'exploitation de la ressource.

ZSC « GORGES DE TREVANS - MONTDENIER - MOURRE DE CHANIER » (FR9301540)

8807ha dont 5628ha sur le territoire de la CCAPV (Castellane, Rougon, La Palud-sur-Verdon, Blieux, Senez). Une partie du site recoupe la ZPS « VERDON » (FR9312022) concernée par la directive oiseaux.

Animateur : PNR du Verdon

Enjeux de conservation :

Sur le plan des formations forestières, les principaux habitats d'intérêt communautaire sont :

- Hêtraies à Buis ou à Soslérie ou à If (n°9150)
- Aulnaies blanches (n°91E0)
- Peupleraies sèches méridionales (n°92A0)
- Peuplements de Genévrier thurifère de l'étage supraméditerranéen inférieur (n°5210)
- Tillaies sèches des Alpes (n°9180)
- Erablaies à Scolopendre et à Lunaire des pentes froides couvertes d'éboulis grossiers (n°9180)

Espèces faunistiques d'intérêt communautaire :

Nombreuses espèces dont certaines font l'objet d'une protection stricte (annexe IV de la directive Habitats) : coléoptères, lépidoptères, reptiles, serpents, poissons, batraciens, chiroptères, mammifères (Muscardin, Lynx), oiseaux (cf. la ZPS « Verdon »)

Espèces floristiques d'intérêt communautaire : Ancolie de Bertoloni, Gentiane jaune, Fragon Petit Houx, Lis de Pompone auxquelles viennent s'ajouter d'autres espèces bénéficiant d'une protection nationale, régionale ou départementale, dont certaines sont classées rares à très rares dans les Alpes de Haute Provence.

Objectifs prioritaires du DOCOB :

- Réhabiliter, entretenir et préserver les espaces ouverts ; encourager un pastoralisme raisonné après réouverture du milieu (brûlage dirigé, débroussaillage).
- Préservation des Tillaies-Erabraies
- Limiter l'enrésinement naturel qui contribue à la réduction des surfaces de fruticées, landes et pelouses et augmente le risque d'incendie
- Maintien des espèces d'intérêt communautaire en bon état de conservation

Les mesures préconisées dans le DOCOB pour atteindre ces objectifs sont notamment :

- Maintenir d'îlots de forêts matures pour les coléoptères et chiroptères
- La conservation des arbres morts ou sénescents (feuillus notamment)
- Un prélèvement adapté au couvert végétal en place lors des éclaircies résineuses
- La mise en œuvre progressive des coupes de régénération
- Un calendrier d'intervention adapté aux cycles de reproduction des espèces
- La création de mares forestières

Conclusions : niveau moyen de contrainte pour la création de desserte ou pour l'exploitation de la ressource, sauf pour la zone concernée par le double zonage (ZSC et ZPS) qui possède un niveau fort.

ZSC « L'ASSE » (FR9301533)

21843ha dont 18600ha sur le territoire de la CCAPV (Tartonne, Clumanc, Moriez, Senez, St André les Alpes, Barrême, Chaudon-Norante, Blieux, Castellane).

Animateur : Syndicat mixte de Défense des Berges de l'Asse

Vaste site marqué par la présence de trois cours d'eau en tête de bassin, dénommés les 3 Asses, qui confluent au niveau de Barrême : l'Asse de Clumanc, l'Asse de Moriez et l'Asse de Blieux. - Un seul affluent majeur : l'Estoublaïsse sur la commune d'Estoublon. Les autres affluents sont des torrents de versant dont l'écoulement est occasionnel et conditionné par les épisodes pluvieux.

Indépendamment des enjeux et objectifs du site, la traversée de ces cours d'eau pour la vidange des bois (desserte existante ou création de desserte) devra répondre à la réglementation en vigueur dans le cadre de la loi sur l'eau. La rivière ASSE fait l'objet d'un APPB (Biotopie de l'Apron) dont l'aire n'est pas incluse sur le territoire de la CCAPV.

Principaux enjeux de conservation

Habitats d'intérêt communautaire en milieux forestiers :

- Hêtraies calcicoles médio-européennes du Cephalanthero-Fagion (n° 9150),
- Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion, Cephalanthero-Fagion (n°9180)
- Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (Alno-Padion, *Alnion incanae*, *Salicion albae*) (n°91E0)
- Forêts à *Quercus ilex* et *Quercus rotundifolia* (n°9340)
- Forêts-galeries à *Salix alba* et *Populus alba* (n°92A0)

Espèces faunistiques d'intérêt communautaire concernées : Barbastelle, Grand murin et Lucane cerf-volant

Principales menaces en lien avec le milieu et les activités humaines : dynamique d'exploitation - peu de boisements sénescents - enrésinement – envahissement

Principales espèces floristiques d'intérêt communautaire ou protégées, en lien avec le milieu forestier: Ancolie de Bertoloni, Orchis de Spitzel, Fraxinelle, Hellébore d'hiver

*« ...Les forêts sont très bien représentées sur le site à l'échelle de tous les habitats. Elles sont symbolisées par des peuplements xérophiles et par des forêts méditerranéennes rivulaires. Les habitats forestiers d'intérêt communautaire sont tous dans un bon état de conservation dans le périmètre NATURA 2000 en dépit de leur faible taux de recouvrement (1176 ha soit 5,4% du site). Ils constituent notamment un rôle d'habitats d'espèces pour certaines espèces chauves-souris et d'invertébrés. Ces milieux abritent notamment une très belle tillaie/hêtraie (forêts de pentes, éboulis, ravins du Tilio-Acerion) au niveau de la clue de Taulanne. La chênaie pubescente de Barrême est également remarquable par la présence de la Fraxinelle, espèce protégée au niveau régional dont la répartition se limite à 7 stations dans le département des Alpes-de-Haute-Provence. Les forêts-galeries à *Salix* et *Populus alba* sont bien représentées avec un fort recouvrement le long de l'Asse et particulièrement dans le tronçon aval. Dans la section amont, outre les espaces dévolus à l'activité agricole ou à l'occupation anthropique, les plantations de conifères issues du plan d'action pour la Restauration des Terrains de Montagne, représentent 1826 ha, soit 16% de la superficie totale de la forêt... ».*

Objectifs prioritaires du DOCOB :

- Réhabiliter, entretenir et préserver les espaces ouverts
- Préserver les ripisylves (corridors écologique) et les forêts de pente
- Maintenir les espèces d'intérêt communautaire en bon état de conservation

Les mesures préconisées dans le DOCOB pour atteindre ces objectifs sont notamment :

- Maintien d'îlots de forêts matures (feuillus principalement)

- Conserver des arbres morts ou sénescents (feuillus notamment)
- Limiter l'enrésinement naturel et favoriser la diversité des espèces (feuillus)
- Respecter un calendrier d'intervention adapté aux cycles de reproduction des espèces

Conclusions : niveau moyen de contrainte pour la création de desserte ou pour l'exploitation de la ressource.

ZSC « GRAND CANYON DU VERDON - PLATEAU DE LA PALUD – (FR9301616) et ZPS « VERDON » (FR9312022)

La ZSC : 9800ha dont 6333ha sur le territoire de la CCAPV (Castellane, Rougon, La Palud-sur-Verdon)

La ZPS : 16000ha dont 11000ha sur la CCAPV. Sur ce territoire, elle se superpose entièrement à la ZSC.

Animateur : PNR du Verdon

Principaux enjeux de conservation (ZSC et ZPS)

- Habitats forestiers
- Forêts à Quercus ilex et Quercus rotundifolia (n°9340-8)
- Complexe de forêt à Quercus ilex et Quercus rotundifolia et de matorral arborescent à Juniperus spp (n°9340-9)
- Forêt de pente, éboulis, ravins du Tilio-Acerion (habitat prioritaire n°9180)
- Hêtraies calcicoles médio-européennes du CephalantheroFagion (habitat prioritaire n°9150-8)

Principales espèces faunistiques d'intérêt communautaire liées aux habitats forestiers

- Coléoptères (Lucane cerf-volant, Grand Capricorne, Rosalie des Alpes, Osmoderne), inféodés principalement aux feuillus (chêne, hêtre)

« ...Facteurs avérés ou potentiels défavorables à l'espèce sur le site : - La disparition des vieux arbres en forêt, l'arrachage des vieilles haies dans les zones bocagères entraînent la disparition de l'habitat de l'espèce - Certaines pratiques sylvicoles, telles que l'élimination lors des coupes d'amélioration des arbres présentant des défauts, en particulier des blessures et l'exploitation des bois à des âges trop bas, empêchent la création de cavités et leur évolution vers un état propice à l'espèce... »

- Chiroptères (Barbastelle d'Europe, Murin de Bechstein, Grand Murin, Murin à oreilles échancrées)
- Autres mammifères (Loup, Lynx)
- Reptiles (Vipère d'Orsini)
- Nombreux oiseaux nicheurs ou migrants (Bondrée Apivore, Pic Noir, Circaète Jean-le-Blanc, Génilote des bois, Aigle botté, Chouette de Tengmalm, Vautour Moine...)

« ... Le Vautour moine fréquente les versants boisés dans les paysages montagneux d'altitude modérée, jusqu'à 2000 mètres. Il niche sur des arbres, en colonies lâches. La seule essence utilisée à ce jour en France pour la nidification de cette espèce est le Pin sylvestre. Ces pins doivent être volumineux pour pouvoir supporter le nid pouvant peser plusieurs dizaines de kilos. Les oiseaux semblent occuper principalement le tiers supérieur des pentes boisées mais des observations ont déjà été réalisées à mi-pente, voire en fond de vallon... »

Principales espèces floristiques d'intérêt communautaire ou protégées liées aux milieux forestiers

- Ancolie de Bertoloni

Objectifs prioritaires du DOCOB liés aux milieux forestiers:

- Favoriser le développement et la biodiversité des hêtraies-sapinières
- Maintenir les potentialités d'accueil du site pour les coléoptères forestiers (en particulier pour l'Osmoderme)
- Préserver et restaurer les rares zones humides et leur biodiversité
- Préserver les éboulis et les Tilliaies de pente
- Promouvoir les pratiques sylvicoles favorables à la biodiversité
- Maintenir ou restaurer l'état de conservation des sites de reproduction et d'alimentation des galliformes de montagne

La stratégie et les mesures préconisées dans le DOCOB pour atteindre ces objectifs sont notamment :

- Reconquête de milieux ouverts sur des milieux boisés
- Maintien d'un réseau de boisements matures feuillus et résineux.
- Conserver des arbres morts ou sénescents
- Réduire les coupes à blanc ou à fort prélèvement
- Favoriser la régénération naturelle dans les feuillus
- Respecter un calendrier d'intervention adapté aux cycles de reproduction des espèces

Conclusions : niveau moyen à fort de contrainte pour la création de desserte selon la présence de zones humides ou de cours d'eau et moyen à fort pour l'exploitation de la ressource selon le calendrier d'intervention résiduel pour respecter les cycles de reproduction des espèces.

Synthèse pour les sites NATURA 2000

Sept sites différents concernés (ZSC et ZPS) totalisant environ 54000ha, soit environ 1/3 du territoire de la CCAPV.

Si les enjeux peuvent varier d'un site à un autre, les objectifs et les mesures à mettre en œuvre sont similaires. Le niveau de contrainte variera selon la superposition des zonages et la nature des travaux envisagés pour la mobilisation de la ressource. Enfin, les objectifs du DOCOB du site seront à intégrer lors de l'élaboration d'un document de gestion lorsque la propriété est concernée, avec validation de la DREAL. Dans le cadre de demande administrative de coupe, une évaluation environnementale sera demandée.

Création de desserte : fort niveau de contrainte, avec une adaptation du tracé probable et le respect d'un calendrier d'intervention au regard des habitats concernés, de la présence d'espèces floristiques et faunistiques d'intérêt communautaire. La reprise ou le reprofilage d'une desserte existante présente en revanche un niveau moyen de contrainte.

Exploitation de la ressource : niveau de contrainte moyen, voir fort selon la superposition des enjeux : le nombre d'espèces floristiques à mettre en défend, de stations humides à préserver, et la diversité des espèces faunistiques exigeant une adaptation du calendrier d'intervention, ce dernier pouvant devenir très réduit. Arbres remarquables à préserver (arbres sénescents...) et îlots de vieillissement à conserver (de préférence sur zones à topographie difficile par la pente ou la présence de blocs rocheux). A noter cependant que l'ouverture du milieu contribue au maintien et au développement de la biodiversité, d'où l'importance des coupes dites « pastorales » pour rouvrir le milieu (pelouses et Landes, prairies de fauche) et le maintenir sous la pression raisonnée de l'animal (contractualisation).

On peut considérer que la présence d'un zonage « NATURA 2000 » induit à minima une adaptation des règles sylvicoles et une réduction du volume prélevé) : à maxima, il induit certains surcoûts pour la création de la desserte pouvant rendre l'exploitation économiquement non rentable. Dans tous les cas, la mobilisation de la ressource sur ce type de zonage implique un surcoût pour l'animation/maîtrise d'œuvre (rencontres avec les gestionnaires de sites, évaluation environnementale...)

Principales préconisations pour la gestion forestière :

- Conserver et augmenter les îlots de forêts matures
- Conserver les vieux arbres, les arbres sénescents et les bois morts sur pied ou au sol
- Préserver et favoriser la mixité Résineux/Feuillus et la diversité des essences.
- Favoriser la régénération naturelle des feuillus
- Ne pas intervenir sur les forêts situées sur zones pentues ou sur éboulis.
- Préserver les zones humides, même ponctuelles
- Limiter les coupes à blanc ou à fort prélèvement (coupes de régénération)
- Favoriser les réouvertures de milieux (coupes pastorales)
- Ne pas intervenir sur les ripisylves
- Mettre en défend les stations où sont répertoriées des espèces floristiques protégées ou d'intérêt communautaire
- Respecter un calendrier d'intervention compatibles avec les cycles de reproduction des espèces (oiseaux, chiroptères).
- Partenariat avec l'animateur du site

B2 : PNR - Parc Naturel Régional du Verdon

Environ 192 400ha, dont 51200ha sur le territoire de la CCAPV (St André les Alpes, Allons, Angles, Saint-Julien-du-Verdon, Demandolx, Soleilhas, Peyroules, La Garde, Castellane, Rougon, La Palud-sur-Verdon, Blieux).

Une partie importante du PNR située sur la CCAPV est située dans le périmètre de protection de la réserve géologique de Haute Provence.

Près de 20 000ha (environ 40% du PNR situé sur la CCAPV) sont concernés par un zonage NATURA 2000 : une partie des ZSC « L'ASSE » (3760ha), « GORGES DE TREVANS - MONTDENIER - MOURRE DE CHANIER » (5230ha) et la totalité de la ZPS « VERDON » (11000ha).

Sur la surface restante du parc (60%), pour la gestion forestière, le parc ne dispose d'aucun pouvoir direct à caractère réglementaire. Il a vocation à créer localement par la persuasion les conditions de l'adhésion aux orientations du projet de développement durable exprimé par la Charte. Celle en cours (jusqu'en 2020). Le respect des enjeux environnementaux (espèces floristiques ou faunistiques), la prise en compte de l'intérêt paysager, la promotion d'une gestion multifonctionnelle durable, la valorisation de la ressource en circuit court représentent les principaux axes de la charte en matière de gestion forestière. A ce titre, il est recommandé d'associer le parc lors des actions visant à mobiliser la ressource forestière.

En règle générale, la charte des parcs naturels régionaux n'interdit pas l'exploitation forestière. Mais elle apparaît de plus en plus comme un véritable document d'aménagement ayant une force juridique certaine. Cela sous-entend que, par exemple, si la charte met l'accent sur la conservation des paysages au sein du parc, certaines opérations sylvicoles peuvent être interdites en application de la loi Paysage et de la loi relative à solidarité et au renouvellement urbains (la notification de la contrainte devant passer par les PLU ou autres document d'urbanisme communaux ou territoriaux) mais non pas en vertu de la charte du parc. A la lecture de la charte du PNR du Verdon, cela ne semble pas être le cas.

Conclusions : niveau de contrainte faible en dehors des secteurs déjà intégrés aux zonages NATURA2000.

B3 : Zonages d'inventaires

Il s'agit des ZNIEFF terrestres, ZNIEFF géologiques et ZICO.

ZNIEFF Terrestres

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Floristique et faunistique (ZNIEFF) se scindent en deux types :

- Les ZNIEFF de type 1 : leur surface est limitée, le site est identifié et délimité : chaque zone contient des espèces ou au moins un type d'habitat de grande valeur écologique à l'échelle régionale, nationale ou européenne. 26 ZNIEFF de ce type existent sur la CCAPV.
- Les ZNIEFF de type 2 : Il s'agit de grands ensembles naturels, riches et peu modifiés, à potentialités biologiques importantes. 22 ZNIEFF de ce type existent sur la CCAPV.

Les ZNIEFF ne sont pas des mesures de protection en tant que telles. Elles sont évolutives et identifient des secteurs particulièrement intéressants qui doivent être pris en compte dans les décisions d'aménagement du territoire.

N'ayant pas de portée normative, les ZNIEFF ne bénéficient pas de protection particulière. Mais les espèces présentes dans les ZNIEFF, en particulier sur les ZNIEFF de type I, peuvent répondre à l'application des articles L411-1 et L411-2 du Code de l'Environnement relatifs aux espèces protégées et à ce titre constituer une contrainte réglementaire indépendante de l'inventaire ZNIEFF.

Il est à noter que l'aire de nombreuses ZNIEFF sont reprises en totalité ou partiellement au sein des zonages des sites NATURA2000. En dehors de ces zones, Il est donc nécessaire de se référer aux données de la DREAL pour connaître l'existence d'espèces floristiques ou faunistiques particulières pour prendre les préconisations inhérentes.

Conclusions : niveau de contrainte « faible »
--

ZICO : Zone d'Importance Communautaire pour les Oiseaux

Il existe une ZICO sur la CCAPV : « Parc Naturel du Mercantour » dont l'aire reprend celle du cœur de territoire du parc naturel national. Les incidences sur la gestion forestière sont donc celles issues de ce zonage réglementaire.

ZNIEFF Géologique

10 sites concernés, dont huit repris au sein de la réserve géologique.

Niveau de contrainte « faible » de ce zonage.
--

B4 : Les sentiers de randonnée

"...Le département établit, après avis des communes intéressées, un plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée [PDIPR]. Les itinéraires inscrits à ce plan peuvent emprunter des voies publiques existantes, des chemins relevant du domaine privé du département (...) et, après convention passée avec les propriétaires intéressés, emprunter des chemins ou des sentiers appartenant à l'Etat, à d'autres personnes publiques ou à des personnes privées... »

Toute aliénation d'un chemin rural susceptible d'interrompre la continuité d'un itinéraire inscrit sur le plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée doit, à peine de nullité, comporter soit le maintien, soit le rétablissement de cette continuité." (Code de l'Environnement, Art. L361-1)

En fonction du statut des chemins (publics ou privés), la valeur juridique du PDIPR est différente :

- Pour les chemins ruraux, l'adoption des itinéraires inscrits au plan doit faire l'objet d'une délibération favorable du conseil municipal ; dans ce cas si la commune projette la suppression ou l'aliénation d'un chemin rural inscrit au PDIPR, elle doit obligatoirement proposer un itinéraire de substitution de même qualité
- Pour les chemins privés, une convention de passage, signée avec chaque propriétaire privé, permet l'usage de ces chemins ; cependant, cette convention peut être résiliée à tout

moment par le propriétaire ; le seul moyen de garantir la continuité sur un passage privé est donc de négocier avec le propriétaire une servitude de passage.

Tous les sentiers de randonnée (pédestres, équestres ou pour VTT), avec présence d'un balisage, ne sont pas forcément inscrits au PDIPR. Il peut exister des "boucles locales" dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par une collectivité locale (commune ou communauté de communes). Cette collectivité locale doit négocier des conventions ou servitudes de passage avec les propriétaires pour les chemins privés.

Conclusions : niveau de contrainte jugé « faible » mais pouvant néanmoins induire un minimum de précautions lors de l'exploitation, notamment pour laisser le circuit « libre d'accès » et ne pas détériorer le sentier ou chemin. On considèrera que cet enjeu, qui concerne très majoritairement les forêts publiques, est intégré dans les plans d'aménagement et donc déjà pris en compte dans les coupes programmées.

SYNTHESE GENERALE

Signification des niveaux de contraintes

POSTULAT : Définition de la "contrainte de mobilisation" liées à la préservation de l'environnement, du paysage ou de la fréquentation du public

Zones à enjeux environnementaux et sociétaux entraînant des modalités d'exploitation et de gestion susceptibles de modifier la rentabilité de la mobilisation du bois voire de l'interdire. (Demande d'autorisation, périodes d'exploitation, type d'exploitation, type de coupe...). Pour la suite de l'étude, cette définition est formulée ainsi **"Contraintes Environnementales et sociétales"**

OBJECTIF

Hiérarchiser les massifs forestiers en cinq catégories selon les contraintes de mobilisation du bois liées à la préservation de l'environnement, du paysage ou la fréquentation du public :

Contrainte 0 : gestion forestière courante

Contrainte faible : massif présentant peu de contraintes pour l'exploitation : adaptation mineure de la gestion (le taux de prélèvement reste sensiblement identique à une gestion courante et le calendrier d'intervention est peu contraint), aspect paysager à intégrer, concertation avec partenaires, pas de demandes d'autorisation

Contrainte moyenne : massif présentant des contraintes pour l'exploitation : adaptation notable de la gestion (calendrier contraignant, concertation importante, mises en défend avec pertes de surfaces, légère réduction du prélèvement, demande d'autorisation unique)

Contrainte forte : massif présentant une superposition de trois zonages à niveau de contrainte « moyenne » ou fortes contraintes pour la mobilisation : demandes d'autorisation multiples, concertation importante avec les partenaires, création de desserte délicate, calendrier d'intervention très restreint, réduction notable du taux de prélèvement

Contrainte très forte : Aucune exploitation envisageable ou économiquement non rentable ou superposition de zonages à niveau « fort »

Attention : dans certains cas, des périmètres de quiétude/nidification du Circaète, Aigle royal ou de Bonelli (niveau fort) peuvent recouper des zones déjà classées en niveau fort (sites NATURA 2000 « Cheval Blanc » ou « Grand Coyer ») pour la desserte. Dans ces cas, on conservera le niveau « fort » et non « très fort » car ces espèces font partie des enjeux environnementaux des sites ayant déjà conduit à la classification en niveau fort. Par contre, pour l'exploitation, la superposition des niveaux « fort » (rapaces) et « moyen » (site natura 2000) conduira à retenir le niveau fort.

A l'échelle des bassins d'approvisionnement, le franchissement des cours d'eau, non identifiés dans la couche « zones humides », n'est pas intégré. Il devra être pris en compte pour les bassins de récolte.

Enjeux environnementaux	Zonages réglementaires		Zonages contractuels	
	Niveau de contrainte desserte	Niveau de contrainte exploitation	Niveau de contrainte desserte	Niveau de contrainte exploitation
APB : 1430ha – 2 sites	Très fort	Très fort		
PNN Mercantour – C.T : 5200ha	Très fort	Très fort		
PNN Mercantour – AOA : 14678ha			Moyen	Faible
RN Géologique : 70ha – 8 sites	Très fort	Moyen		
Périmètre de protection R.G : 72470ha	Faible	Faible		
RBI / RBS :	Sans objet			
R.N R : 25ha – 1 site	Très fort	Très fort		
Sites classés : 5000ha – 3 sites	Fort	Fort		
Sites inscrits : 7170ha - 13 sites	Faible	Faible		
Zones humides : 1870ha – 120 sites	Variable selon le type de zone			
Cours d'eau permanents	Fort	Moyen		
Cours d'eau intermittents	Moyen	Faible		
Zones humides (mares, marais, tourbières)	Très fort	Moyen		
Sources et captage rapproché ou immédiat	Très fort	Très fort		
Sources et captage éloigné	Fort	Moyen		
Zones de protection	Sans objet			
Forêts de protection	Sans objet : se référer aux documents d'aménagement des forêts publiques			
E.B.C (PLU)	Faible	Faible		
Risque Incendie : Castellane uniquement	Moyen	Moyen		
Zones quiétudes/nidification rapaces	Fort	Fort		
PNR du Verdon : 51200ha			Faible	Faible
ENS département	Sans objet			
NATURA 2000/ 54000ha – 7 sites	Variable selon les sites			
ZSC et ZPS Mercantour	Reprend aire de PNN C.T			
ZSC Grand Coyer : 6233ha			Fort	Moyen
ZSC Cheval Blanc : 6324ha			Fort	Moyen
ZSC « Chauves-Souris » : 1050ha			Moyen	Moyen
ZSC Gorges de Trevans : 5628ha			Moyen	Moyen
ZSC L'Asse : 18600ha			Moyen	Moyen
ZSC Grand Canyon Verdon et ZPS Verdon : 1000ha			Fort	Fort
ZNIEFF / ZICO hors NATURA 2000 et espèces protégées			Faible	Faible
Sentiers pédestres			Faible	Faible